

# GE\_GERICHTE P/21151/2024 vom 5. November 2024

GE Cour de justice, 2024-11-05, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_P\\_21151\\_2024](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_21151_2024)

FR: GE\_GERICHTE P/21151/2024 du 5 novembre 2024

IT: GE\_GERICHTE P/21151/2024 del 5 novembre 2024

## Regeste

DÉTENTION PROVISOIRE;MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE;REJET DE LA DEMANDE;COMMERCE DE STUPÉFIANTS;RISQUE DE COLLUSION | CPP.221.al1.letb; LStup.19.al1; LStup.19.al2

## Erwägungen

### E. 1

Le recours est recevable pour avoir été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP), concerner une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 222 et 393 al. 1 let. c CPP) et émaner du prévenu qui, partie à la procédure (art. 104 al. 1 let. a CPP), a qualité pour agir, ayant un intérêt juridiquement protégé à la modification ou à l'annulation de la décision querellée (art. 382 al. 1 CPP).

### E. 2

L'objet du litige est la décision de refus de mise en liberté du TMC. La conclusion du recourant tendant à changer d'établissement pour le cas où il devait demeurer détenu est donc exorbitante au litige et au demeurant de la compétence exclusive du Service de l'application des peines et mesures (arrêts du Tribunal fédéral 6B\_530/2012 du 19 décembre 2012 consid. 1; 6B\_602/2012 du 18 décembre 2012 consid. 1; 6B\_660/2011 du 23 février 2012 consid. 1.2).

### E. 3

Le recourant ne remet, à juste titre, pas en cause l'existence de charges suffisantes et graves à son encontre, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'y revenir.

### E. 4

Le recourant conteste le risque de collusion.

#### E. 4.1

Conformément à l'art. 221 al. 1 let. b CPP, la détention provisoire ne peut être ordonnée que lorsque le prévenu est fortement soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit et qu'il y a sérieusement lieu de craindre qu'il compromette la recherche de la vérité en exerçant une influence sur des personnes ou en altérant des moyens de preuve. Pour retenir l'existence d'un risque de collusion, l'autorité doit démontrer que les circonstances particulières du cas d'espèce font apparaître un danger concret et sérieux de manœuvres propres à entraver la manifestation de la vérité, en indiquant, au moins dans les grandes lignes et sous réserve des opérations à conserver secrètes, quels actes d'instruction doivent être encore effectués et en quoi la libération du prévenu en compromettrait l'accomplissement. Dans cet examen, entrent en ligne de compte les caractéristiques personnelles du détenu, son rôle dans

l'infraction ainsi que ses relations avec les personnes qui l'accusent. Entrent aussi en considération la nature et l'importance des déclarations, respectivement des moyens de preuve susceptibles d'être menacés, la gravité des infractions en cause et le stade de la procédure. Plus l'instruction se trouve à un stade avancé et les faits sont établis avec précision, plus les exigences relatives à la preuve de l'existence d'un risque de collusion sont élevées (ATF 137 IV 122 consid. 4.2; 132 I 21 consid. 3.2; arrêt du Tribunal fédéral 1B\_577/2020 du 2 décembre 2020 consid. 3.1).

#### **E. 4.2**

En l'espèce, contrairement à ce que soutient le recourant, le risque de collusion, plus d'un mois et demi après son interpellation, demeure toujours concret, l'ampleur du trafic de stupéfiants auquel il se serait livré n'étant pas encore clairement circonscrite. L'analyse du contenu des téléphones portables saisis est en cours. Il ne suffit à l'évidence pas au recourant d'avoir remis ses codes d'accès pour supprimer tout risque de collusion, puisque, à ce stade, les enquêteurs ignorent le contenu des conversations téléphoniques (WhatsApp, SMS, etc.) du recourant, de ses co prévenus et de leurs autres destinataires. En l'état, le risque de compromettre la recherche de la vérité est, ainsi, très élevé, et la libération du recourant pourrait mettre à mal les mesures d'instruction ordonnées. En effet, tous les protagonistes du trafic, qu'ils y soient impliqués comme participants ou de simples consommateurs, n'ont pas encore pu être identifiés. En outre, le Ministère public a annoncé vouloir procéder à l'audition contradictoire des prévenus une fois le résultat des analyses des téléphones connu, ce qui fait sens, puisque de nature à confronter les diverses versions à des éléments objectifs. Il existe ainsi un risque tangible que le recourant ne cherche à contacter ces personnes pour influencer sur leurs déclarations futures. Il sera en effet rappelé que s'il a admis stocker des stupéfiants à son domicile pour le compte de tiers, il a refusé d'en donner l'identité. L'enquête devra par ailleurs circonscire l'intensité de cette activité, quant à sa durée, aux quantités de drogue en cause, au rôle exact du recourant et aux revenus qu'il a pu en retirer. À cet égard, le fait que l'un de ses comptes ait déjà fait l'objet d'un ordre de dépôt dans une procédure pénale ouverte en 2021 (P/5 \_\_\_\_\_/2021 selon ses dires) n'exclut pas, même si le trafic de stupéfiants reproché et tel que reconnu en l'état n'aurait débuté qu'il y a six ou sept mois, qu'il ait pu en retirer davantage d'espèces que les 200.- à CHF 450.- par mois qu'il a articulés. Il n'aurait au demeurant eu aucun intérêt à les verser sur un quelconque compte bancaire connu de l'Hospice général, étant donné l'aide qu'il perçoit, subsidiaire à toute source de revenus, certes licite (art. 9 al. 1 LIASI; J 4 04), mais dont il pourrait avoir eu à s'expliquer. Enfin, la remise en liberté de l'un de ses co-prévenus, présent dans son appartement au moment de l'intervention de la police, n'est pas déterminante. C'est ainsi à bon droit que l'ordonnance querellée a retenu l'existence d'un risque de collusion.

#### **E. 5**

Le recourant reproche au TMC de ne pas avoir ordonné de mesures de substitution en lieu et place de la détention.

##### **E. 5.1**

Conformément au principe de la proportionnalité (art. 36 al. 3 Cst., concrétisé par l'art. 237 al. 1 CPP), le tribunal compétent ordonne une ou plusieurs mesures moins sévères en lieu et place de la détention si elles permettent d'atteindre le même but que la détention, par exemple la saisie des documents d'identité et autres documents officiels (al. 2 let. b),

l'assignation à résidence ou l'interdiction de se rendre dans un certain lieu ou un certain immeuble (al. 2 let. c), l'obligation de se présenter régulièrement à un service administratif (al. 2 let. d) et l'interdiction d'entretenir des relations avec certaines personnes (al. 2 let. g).

### **E. 5.2**

En l'espèce, une éventuelle interdiction d'entrer en contact avec les personnes concernées par le trafic de stupéfiants serait, à ce stade, inopérante puisqu'on ignore l'identité de certaines d'entre elles. Une telle mesure paraît en outre particulièrement difficile à contrôler, compte tenu du nombre d'individus potentiellement concernés, et ne permet pas, en l'état, de pallier le risque d'atteinte à la recherche de la vérité. Les (autres) mesures proposées par le recourant visent, comme retenu à juste titre par le TMC, à pallier l'éventuel risque de fuite, et non celui, concerné ici, de collusion. Or, ni un risque de fuite ni un risque de réitération n'ont été avancés par le Ministère public et retenus par le TMC. En tout état, rien n'empêcherait a priori que le recourant reçoive au domicile de ses parents des visites, ni qu'il se munisse d'appareils électroniques lui permettant d'être en contact avec de potentiels protagonistes du trafic de stupéfiants en cause.

### **E. 6**

Compte tenu de la gravité des charges retenues, la détention provisoire ne viole pas le principe de la proportionnalité (art. 197 al. 1 et 212 al. 3 CPP), de sorte que c'est à bon droit que le TMC a refusé la mise en liberté du recourant. Les problèmes médicaux de ses parents n'y changent rien.

### **E. 7**

Le recours s'avère ainsi infondé et doit être rejeté.

### **E. 8**

Le recourant, qui succombe, supportera les frais envers l'État, fixés en totalité à CHF 900.- (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP; E 4 10.03). En effet, l'autorité de recours est tenue de dresser un état de frais pour la procédure de deuxième instance, sans égard à l'obtention de l'assistance judiciaire (arrêts du Tribunal fédéral 1B\_372/2014 du 8 avril 2015 consid. 4.6 et 1B\_203/2011 du 18 mai 2011 consid. 4).

### **E. 9**

Le recourant sollicite l'assistance judiciaire pour le recours.

#### **E. 9.1**

Conformément à l'art. 29 al. 3 Cst., toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes a droit à l'assistance judiciaire gratuite, à moins que sa cause paraisse dépourvue de toute chance de succès; elle a droit, en outre, à l'assistance judiciaire gratuite d'un défenseur, dans la mesure où la sauvegarde de ses droits le requiert (arrêt du Tribunal fédéral 1B\_74/2013 du 9 avril 2013 consid. 2.1 avec référence aux ATF 128 I 225 consid. 2.5.2 p. 232 s. = JdT 2006 IV 47; 120 Ia 43 consid. 2a p. 44).

#### **E. 9.2**

En l'occurrence, quand bien même le recourant succombe, on peut admettre que l'exercice de ce premier recours ne procède pas d'un abus. L'indemnité du défenseur d'office sera fixée à la fin de la procédure (art. 135 al. 2 CPP). \* \* \* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.